

Terre des villes contre terre des champs ? En Provence, deux visions s'affrontent.

Face à l'urbanisation galopante, les champs perdent du terrain et les agriculteurs peinent à conserver leur place. A 50 kilomètres de Marseille, Pertuis concentre les enjeux liés à l'avenir des terres agricoles.



Un champ de la ferme Saint-Domingue en friche, dans la plaine agricole de Pertuis, au sud du Lubéron. © Terre de Liens

Le long de la départementale qui grimpe vers Pertuis (Vaucluse), les enseignes habituelles défilent. Carrefour, Renault, Intersport... « *C'est aussi laid que partout ailleurs* », glisse Pierre Follet, agriculteur retraité. Juchée sur sa colline, Pertuis, 20 000 habitants, domine la plaine fertile de la Durance. Au grand dam de l'ancien cultivateur, 90 hectares de terre sont aujourd'hui menacés par un projet d'extension de la zone d'activité.

Au carrefour du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône, Pertuis occupe un emplacement stratégique. Mais la ville est aussi à la croisée des tensions entre urbanisme et ruralité. La métropole compte y établir des entreprises industrielles, dont des sous-traitants d'ITER, le projet de réacteur à fusion nucléaire en construction à proximité. Et ce, au détriment des terres agricoles.

« *Ce sont pourtant de très bonnes terres au niveau agronomique, se désole Pierre Follet. Elles renferment des alluvions de la Durance et des rivières qui descendent du Lubéron.* »

Grenier alimentaire menacé

Avant la crise maraîchère des années 1990, la plaine de la Durance était le grenier alimentaire de la vallée. La qualité des sols a fait la renommée des pommes de terre de Pertuis. Aux problèmes économiques s'ajoutent aujourd'hui les incidences d'une urbanisation qui dévore les terres agricoles, et accroît la pression foncière aux dépens des agriculteurs. Mais aussi les craintes pour l'environnement.

En réaction, Pierre Follet a cofondé le collectif « Terres Vives », composé d'agriculteurs et de citoyens inquiets de la bétonisation des sols sur une zone inondable, qui jouxte la Durance. En décembre, son affluent, l'Eze, a inondé deux quartiers de Pertuis. Quelques jours plus tard, 300 personnes manifestaient à l'appel du collectif, qui dénonce aussi le projet d'étendre des lotissements dans la plaine.

« Il faut arrêter d'artificialiser les terres agricoles. Si on continue comme ça, on n'aura plus assez de terre pour nourrir la population », ajoute Pierre Follet.

Des champs engloutis sous l'étalement urbain

Comme à Pertuis, le bitume grignote petit à petit des champs dans tout le Vaucluse. Au total, 3000 hectares sont menacés, selon le collectif « Sauvons nos terres 84 ».

Et c'est l'image d'une Provence agricole qui risque de s'effacer à grands coups de bulldozer. La surface agricole utilisée a déjà diminué de 18 % depuis 1990, trois fois plus vite que dans le reste du pays, selon la Chambre d'agriculture du Vaucluse.

La Métropole Aix-Marseille estime pour sa part à « 900 hectares par an » la perte de son foncier agricole, « notamment sous la pression de l'urbanisation. »

A Pertuis, le maire Roger Pellenc ne voit pas d'un mauvais œil cette évolution. Depuis 1970, la population de la ville a plus que doublé. Réélu au premier tour des élections municipales, il mise sur le projet ITER pour développer l'économie locale et créer des milliers d'emplois.

Attirer les agriculteurs

Contactée, la municipalité souligne en parallèle ses actions pour l'agriculture: création d'une Zone Agricole Protégée de 1459 hectares, projet de remembrer la plaine agricole, acquisition de 100 hectares destinés à de jeunes agriculteurs...

Selon Roger Pellenc, le problème à Pertuis n'est pas le manque de terres mais «le manque d'agriculteurs.» Depuis 1970, le nombre d'exploitants agricoles a chuté de plus d'un tiers et de nombreux champs sont en friche.

Pour y remédier, la ville héberge depuis 2016 une couveuse agricole. Durant trois ans, des terrains sont prêtés gratuitement à des agriculteurs débutants comme Antoine Pinault, 45 ans, reconverti dans le maraîchage après avoir exercé dans le commerce. Sa journée de travail accomplie, il souffle, les yeux tournés vers ses plantations.



*La couveuse agricole de Pertuis
© Couvercle CREA*

« Ça m'a permis un accès au foncier immédiat, et à tout l'équipement: tracteur, chambre froide, serre... Le grand luxe! », détaille-t-il.

Des prix « insupportables »

Mais tout n'est pas réglé. Arrivé à la fin de sa période-test, il doit acquérir ses propres terres. Il multiplie les visites à Pertuis. Sans succès. « Pour les maraîchers, il y a des prérequis pour cultiver, comme avoir un bâti. Or on me proposait des terrains en zone inondable, inconstructibles », explique-t-il.

Paul Joly, qui gère la couveuse pour la Chambre d'agriculture, dénonce certains comportements spéculatifs: «les propriétaires espèrent que leur parcelle devienne constructible et s'achète cent fois plus cher. Pour certains agriculteurs, c'est un complément potentiel à leur faible retraite.»

Depuis 25 ans, il aide les agriculteurs à s'installer. Et la tâche est ardue. La croissance démographique a entraîné une forte pression sur le foncier, et les prix explosent: 16 000 euros l'hectare en moyenne dans la basse vallée de la Durance, jusqu'à 40 000 euros par endroit.

« Les non-agriculteurs sont prêts à mettre beaucoup plus cher. Sans la régulation de la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural), les prix seraient insupportables pour les agriculteurs», estime Paul Joly.

Bien commun

Céréaliériste dans la plaine de Pertuis, Nicolas El Battari a dû solliciter Terre de Liens pour étendre ses cultures. L'association œuvre à racheter les terres agricoles menacées et faciliter l'accès au foncier pour les agriculteurs. En France, son action a permis de préserver 5 500 hectares.

«La terre est un bien commun. Pour garder sa vocation agricole, elle doit appartenir à une structure d'utilité publique, comme la nôtre, qui ne la remettra pas en vente. Cela enlève la possibilité de spéculer. Et le fermier a la garantie que son bail courra jusqu'à sa retraite», explique Elena Vitte, de Terre de Liens.



Une parcelle cultivée par Nicolas El Battari dans la plaine agricole de Pertuis. © Nicolas El Battari

Le trentenaire loue désormais grâce à l'association les cinq hectares de la ferme Saint-Domingue. «*Sans eux, je n'aurais sans doute pas pu les cultiver sans faire un emprunt*», constate-t-il d'une voix posée, enveloppée par le ronflement du tracteur.

L'exploitant déplore toutefois une cohabitation difficile avec les acteurs non-agricoles implantés au milieu des champs. «*Les gens utilisent l'eau pour arroser leur pelouse quand on en a besoin, ou bien s'énervent quand je dois utiliser mon tracteur à 3h du matin*», témoigne-t-il.

Avec la croissance urbaine, cette promiscuité risque de s'amplifier. Face aux appétits fonciers, seule une volonté politique de fer permettrait d'atteindre en 2050 l'objectif de « zéro artificialisation nette » des sols agricoles proclamé par Emmanuel Macron en 2019.

D'ici là, Paul Joly prévient: « *quand une terre quitte le monde agricole, elle n'y revient pas* ».

Alice Brogat